

SUD-LIBAN

Myriame El Yamani

Quand la torture n'a plus de fin

Descendre vers la torture. Vers la disparition. Vers le jugement et l'exécution arbitraires. Vers la torture et vers le refus désaxé. Coupez-lui les cheveux! la gorge et la tête!

Écris. Tout ce qu'il a pu écrire ne vaut rien devant la souffrance. Il est dit, il est écrit: témoignage, torture à l'électricité, viol, passage à tabac.

Serge Patrice Thibodeau, *Dans la cité*, suivi de *Pacifica*, L'hexagone, Montréal, 1997, p. 132.

Ce cri d'alarme augure bien de l'essai que le poète Serge Patrice Thibodeau, récipiendaire du prix du Gouverneur général du Canada en 1995, prépare sur la torture. Son séjour l'été passé à Beyrouth l'a profondément bouleversé. Et pour cause. Ce qui se passe dans le camp de détention de Kham au Sud-Liban, où plus de 150 personnes sont privées de leurs droits les plus fondamentaux, comme celui de recevoir la visite de la famille ou de leur avocat, en plus d'avoir été incarcérés pendant un, cinq, douze ans, sans jugement, ni procès, a de quoi perturber le-la plus insensible d'entre nous.

Mme Beshara, Serge Patrice Thibodeau et le portrait de Suha Fawwaz Beshara exécuté par le peintre Bernard Trahan.

Le rapport d'Amnistie internationale de 1997 est accablant. Torture systématique, impossibilité de recevoir des soins médicaux, isolement dans des conditions plus qu'inhumaines,

c'est le traitement qu'on inflige à tous ces détenus, dont une dizaine de femmes aux dernières informations. Leur seul problème: soupçonnés d'appartenir à des groupes armés s'opposant à l'occupation israélienne du Sud-Liban ou refuser de s'enrôler, dès l'âge de 16 ans, dans la milice de l'Armée du Sud-Liban (ALS), sorte de paravent israélien pour

expliquer les exactions commises dans cette zone occupée depuis 20 ans déjà.

«Je ne suis ni une politicienne, ni une militante. C'est en tant que mère que je m'adresse à vous. Depuis neuf ans, le sourire a quitté nos lèvres et la joie notre demeure. Je survis au rythme des visites que je peux faire à Suha, une fois tous les deux mois pour quelques minutes, à travers une grille, sans la toucher», explique Madame Beshara, venue cet automne pour la première fois au Québec à l'appel de la section canadienne francophone d'Amnistie internationale. Sa fille, Suha Fawwaz Beshara, âgée maintenant de 30 ans, a été incarcérée en novembre 1988 à Kham, soupçonnée d'avoir tenté d'assassiner le général Antoine Lahad, le chef de l'ALS. En septembre dernier, Israël a interdit au Comité international de la Croix-Rouge la visite des familles aux détenus-es de Kham et ne les a toujours pas autorisées à ce jour. Même sporadiques, ces visites redonnaient pourtant un peu d'espoir aux familles.

DES GESTES UTILES CONTRE LA TORTURE

Serge Patrice Thibodeau, coordonnateur Syrie-Liban pour Amnistie internationale au Canada, croit que «les gestes que nous posons pour faire arrêter la torture dans le monde sont toujours utiles. En tant qu'écrivain, il est essentiel pour moi de témoigner. Ce séjour au Liban a renforcé mes convictions et ce fut pour moi une grande leçon humanitaire de voir la solidarité existante entre les ex-détenus que j'ai pu écouter.» Il a réalisé avec Josée Lambert, photographe de presse, une vingtaine d'entrevues. Une jeune femme avec son bébé qui a peur de lui transmettre son état de santé en l'allaitant, un homme complètement mutilé, des jeunes qui ne comprennent pas pourquoi on boucle leurs villages et qu'on les arrête en pleine nuit.

«La torture est la disgrâce de l'Humanité. Ce qui me révolte, c'est de constater que nos gouvernements sont bien frileux face à ces comportements. Ils refusent d'entendre ces témoignages. On sait qu'en Angleterre et aux États-Unis, il existe de la publicité

pour vendre des "chambres de torture" en Kit. Le Canada a voté une loi en 1992 interdisant la fabrication de tels outils. Mais est-ce suffisant? On apprend également, par des témoignages d'anciens détenus de Kham, vivant à Montréal, que des membres de l'ALS, leurs anciens tortionnaires, vivent en toute impunité parmi nous. Allons-nous rester les bras croisés?», questionne le grand voyageur, Serge Patrice Thibodeau. Il a parcouru le Moyen-Orient jusqu'aux confins de l'Afghanistan et du Pakistan, a réalisé des fouilles archéologiques en Jordanie et il n'a de cesse de dire et d'écrire ce qui l'enrichit comme ce qui le perturbe..

C'est qu'il n'est pas un écrivain ordinaire. «Ce par quoi je suis passionné, l'écriture, justifie la torture. On essaie d'extorquer des aveux à des gens qui ne font que défendre les droits humains fondamentaux dans leur pays. Alors que moi, j'écris, seul, sans avoir à subir de la violence. Je ne peux pas faire comme si je ne savais pas», ajoute-t-il. Lors de son passage au Liban, les autorités israéliennes lui ont refusé le passage à Kfar Tibnit, en zone occupée, sans raison. D'ailleurs, Amnistie Internationale n'a jamais pu entrer dans la prison de Kham. Ces détenus-es sont complètement isolés du monde extérieur.


Il y a parfois des échanges de prisonniers-ères. Le dernier en date a été effectué en juin: 50 détenus-es de Kham, 10 des prisons israéliennes, contre la dépouille d'un soldat israélien. Pour la première fois, la France s'est impliquée dans l'opération en fournissant un avion militaire pour le transport des personnes libérées-es. «Au Québec, trois groupes de militants s'occupent des prisonniers de Kham, de Suha Beshara et de Ron Arad, un pilote israélien capturé par la milice Amal en 1987 et qui serait entre les mains des Gardes révolutionnaires iraniens en poste au Liban. Je dois dire que c'est l'action de tous ces jeunes qui m'aide pour continuer à exiger la libération sans conditions de toutes ces victimes de torture», conclut-il. 



PHOTO: JOSÉE LAMBERT

Jihad Awada fait partie des 50 détenus-es de Kham libérés-es le 26 juin dernier, après 13 ans d'incarcération. Son frère Imad, à l'arrière plan, libéré en juin 1996, et d'autres membres de sa famille sont heureux de le retrouver.

Les otages oubliés d'Israël

Depuis 1978, Israël occupe cette partie du Sud-Liban, où se trouve le camp de Kham, faisant fi de la résolution 425 de l'ONU qui exige le retrait inconditionnel d'Israël de cette zone occupée. En 1982, l'armée israélienne était aux portes de Beyrouth, puis en 1985 elle s'est retirée au Sud-Liban, sans jamais en partir. On estime à 800 000 les personnes déplacées de cette zone vers les bidonvilles de Beyrouth Sud, qui ont tout perdu depuis l'occupation illégale d'Israël. La région est bien sûr stratégique, car les Israéliens-nes veulent contrôler le fleuve Litani, qui leur permettrait entre autres d'irriguer la frontière nord de leur État. Des pourparlers sont toujours en cours pour que les Libanais-es retrouvent leur territoire, eux qui n'ont jamais accepté cette occupation. D'où leur résistance et sa conséquence: les camps de torture comme Kham.

Le 50^e anniversaire de la création de l'État d'Israël en 1999 pourrait-il coïncider avec la libération sans conditions de ces otages oubliés? Les récentes interventions du gouvernement d'Israël, notamment avec l'implantation de nouvelles colonies et les échecs de l'accord de paix avec les Palestiniens-nes ne vont sûrement pas dans ce sens-là. Pourtant, l'an 2000, à l'appel des lauréats du prix Nobel, a été déclaré l'«année de la culture de la paix». Il ne leur reste que peu de temps pour faire leurs preuves et redonner ses lettres de noblesse à la dignité humaine.